



RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

Liberté
Égalité
Fraternité

ASSISES
NATIONALES
JEUNES DES
TERRITOIRES RURAUX

DU 12 AU 14 JUIN 2024
AU CENTRE UNIVERSITAIRE DE L'ARIÈGE > FOIX

Save the date!

“Quelles politiques
publiques de
demain pour et
avec les jeunes des
territoires ruraux ?”



RAPPORT DE SYNTHÈSE

« Assises nationales Jeunes des territoires ruraux »
Foix, 12-14 juin 2024

OCTOBRE 2025

SOMMAIRE

■ PRÉAMBULE	3
■ LE PROJET	4
■ LE COLLECTIF « JEUNES ET TERRITOIRES RURAUX »	5
Les actions menées par le collectif	5
■ INTRODUCTION : DES ASSISES MULTI-THÉMATIQUES	6
■ LES THÉMATIQUES DES ATELIERS	7
Atelier 1 - MOBILITÉ : se déplacer ici ou ailleurs.....	8
Atelier 2 - Faire vivre la CULTURE	10
Atelier 3 - Enjeux RÉSIDENTIELS	12
Atelier 4 - Soutenir L'INSERTION sociale et professionnelle	14
Atelier 5 - Construire des TERRITOIRES INCLUSIFS	16
Atelier 6 - SANTÉ : bien dans son corps, bien dans sa tête	18
Atelier 7 - Prendre soin du VIVANT	20
Atelier 8 - ACTION PUBLIQUE : quand les jeunes s'en mêlent.....	22
■ OUVERTURES ET PERSPECTIVES.....	24
■ BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE	26
■ REVUE DE PRESSE DES AJTR 2024	28
■ ANNEXES	29
ANNEXE 1 : le programme des AJTR	29
ANNEXE 2 : stands et animations lors des AJTR.....	31
ANNEXE 3 : pilotes et financeurs	32
ANNEXE 4 : comité technique et scientifique.....	33

Document élaboré par le collectif « Jeunes des territoires ruraux »
sur proposition de rédaction d'Aurore Chiron-Delbecq de l'association KPSENS
Photos : iStock - Freepik - Mélanie Gambino
Dessins d'illustrations : Marion Riera



PRÉAMBULE

Distances à parcourir, accès aux services difficile, dispersion des activités, assignation à résidence, inégalités... nombreux sont les freins rencontrés par les 15-30 ans dans les territoires ruraux, alors que les compétences – sectorielles – sont partagées entre de nombreux niveaux de décisions et d’actions. Pourtant, de nombreuses initiatives éclosent et démontrent le dynamisme et la capacité d’engagement des jeunes dans le développement de leur territoire.

Comment relever ces multiples défis, et inspirer des politiques publiques novatrices, en lien direct avec les jeunes ?

Les Assises nationales Jeunes des territoires ruraux ont rassemblé 277 participantes et participants, dont 105 de moins de 30 ans, du 12 au 14 juin 2024 au Centre Universitaire de l’Ariège à Foix.

Elles ont permis de croiser les regards d’universitaires, d’acteurs et actrices de terrain, d’agents et responsables institutionnels, d’élus – hommes et femmes – et de jeunes autour de 8 grandes thématiques :

- **Mobilité** : se déplacer ici et ailleurs
- Faire vivre **la culture**
- Enjeux **résidentiels**
- Soutenir **l’insertion** sociale et professionnelle
- Construire des **territoires inclusifs**
- **Santé** : bien dans son corps, bien dans sa tête
- Prendre soin du **vivant**
- **Action publique** : quand les jeunes s’en mêlent

Ciné-débat, 32 ateliers de partage et de co-construction, stands, animations et échanges formels comme informels ont rythmé les 3 journées.

La place des jeunes fut centrale dans la construction des Assises : carte blanche pour l’ouverture en direct sur Radio Oxygène ; des jeunes journalistes ont interviewé les personnalités invitées ainsi que plusieurs participantes et participants et réalisé un journal ; deux membres de l’équipe d’organisation avaient moins de 30 ans ; plusieurs groupes de jeunes ont été invités à “prendre place” comme ils le souhaitaient (slam, accueil, interviews radio, soirée spécifique, stands, interventions...) et la plupart des ateliers débutaient par la présentation d’initiatives portées par des jeunes dans différents départements.

Retrouvez l’esprit de cet événement [en 3 minutes ici](#) !





LE PROJET

Ces premières Assises nationales s'inscrivent dans une initiative lancée en 2019 par le groupe de travail « Jeunes des territoires ruraux ». Ce dernier, présenté page suivante, regroupe des services déconcentrés Jeunesse et Sports en départements et régions, des équipes de recherche et des structures associatives et territoriales.

Ce collectif « JTR » situe son approche dans une dimension de mutualisation de ses travaux, d'appropriation par des actions concrètes à destination des acteurs et actrices de terrain, et enfin de partage d'expertise autour des jeunes, des espaces ruraux et des politiques publiques.

Ces deux journées ont proposé d'explorer des initiatives en faveur des jeunesses rurales, de partager des expériences et d'approfondir diverses thématiques avec le regard d'universitaires, de responsables de l'action publique et de praticiens et praticiennes de terrain, en valorisant également la participation de jeunes.

Les politiques publiques concernant les jeunes sont multisectorielles, mais partagées entre de multiples niveaux, et souvent diluées entre des acteurs et actrices qui ne travaillent pas forcément ensemble ou de manière articulée. Trop de jeunes restent aujourd'hui en marge du fait de cette complexité, se cumulant avec des difficultés accrues en contexte rural : distances à parcourir, accès aux services, dispersion des activités, freins liés à la mobilité, assignation à résidence, inégalités, discriminations, etc.

Serait-ce pour autant ambitieux, voire utopique que de vouloir réfléchir à des politiques publiques novatrices, en lien direct avec les jeunes, et relevant les défis multiples des territoires ruraux ?

L'angle d'approche privilégié par ces Assises jeunes des territoires ruraux a été porté par la volonté de questionner, au réel, l'état des jeunesses rurales et des politiques publiques afférentes pour mieux soulever leurs problématiques intrinsèques. Il s'agissait autant de mettre en lumière les richesses, le dynamisme, que la capacité d'inspiration de ces territoires encore trop peu (re)connus. Par l'approche transversale et pluridisciplinaire qui le caractérise, le groupe de travail « JTR » a proposé ainsi d'explorer, au plus près du terrain et par tous les acteurs et actrices concernés, la dimension "jeunesse" des territoires ruraux. Avec cet objectif, il entendait allier apports théoriques, savoirs empiriques, échanges de pratiques et réflexion collective autour de plusieurs thématiques clés.

Ces premières Assises nationales ont constitué une occasion inédite d'explorer des initiatives portées par des jeunes ou à leur destination, de partager des expériences, et d'approfondir collectivement les réflexions autour de diverses thématiques, afin d'alimenter les politiques publiques et les actions à venir en faveur des jeunesses des territoires ruraux.

Ce rapport réunit l'ensemble de ces échanges, met en lumière les freins, les leviers ainsi que les propositions de politiques publiques issues des retours d'expérience de jeunes, d'acteurs et actrices de terrain et d'instances publiques, et s'enrichit des perspectives apportées par des universitaires.



LE COLLECTIF « JEUNES ET TERRITOIRES RURAUX »

Le collectif JTR regroupe des services déconcentrés Jeunesse et Sports en départements et régions, des équipes de recherche et des structures associatives et territoriales.

Il situe son approche dans une dimension de mutualisation de ses travaux, d'appropriation par des actions concrètes à destination des acteurs et actrices de terrain, et enfin de partage d'expertise autour des jeunes, des espaces ruraux et des politiques publiques.

Il a son origine dans une initiative lancée en 2019 par les services Jeunesse et Sports de trois départements dont la caractéristique rurale est importante (Dordogne, Lot, Ariège), et qui ont mobilisé l'Université Toulouse Jean Jaurès (LISST- Dynamiques Rurales), le Conseil économique, social et environnemental (opérateur du rapport « Place des jeunes dans les territoires ruraux » en 2017) et d'autres ressources sur des thématiques consacrées aux jeunes des territoires ruraux.

En s'associant à quatre autres services départementaux – Tarn, Gers, Haute-Garonne et Aveyron –, à deux autres équipes de recherche de l'Université Toulouse Jean Jaurès (GRIP Figeac, EFTS, LISST - Centre d'Anthropologie Sociale), à l'IUT de FIGEAC, et à des structures associatives (Université Rurale Quercy Rouergue, Francas, Ligue de l'Enseignement...), le collectif œuvre à mutualiser ses travaux, à les rendre concrets pour les actrices et acteurs locaux et à partager des expertises sur les espaces ruraux et les politiques publiques sur, pour et avec les jeunes.

Parmi ses réalisations, le collectif a organisé quatre webinaires et deux journées d'étude abordant des thématiques telles que la quête de reconnaissance des jeunes ruraux, la place des filles, les interactions avec les institutions, l'habiter, la participation, ou encore l'entreprendre en milieu rural.

Les actions menées par le collectif

2021

Webinaire « Devenir adulte dans une société vieillissante et urbaine : des jeunes ruraux en quête de reconnaissance »

Avec Mélanie Gambino, maîtresse de conférences en géographie, UMR Lisst Dynamiques Rurales, UT2J.

2021

Webinaire « Les filles du coin : vivre et grandir en milieu rural »

avec Yaëlle Amsellem Mainguy, chargée d'études et de recherche en sociologie, INJEP.

2021

Webinaire « Pratiques sociales des jeunes, interactions avec les institutions : quelles places ? »

avec Véronique Bordes, professeure en sciences de l'éducation, UMR EFTS, UT2J.

2022

2022

Journées d'étude à Figeac « Habiter en territoire rural quand on est jeune »

coordonnées par l'URQR

2022

Webinaire « Habiter, c'est participer. Quid des jeunes sans cité ? »

avec Cécile Vachée, maîtresse de conférences en sociologie, GRIP Figeac, UT2J.

2023

2023

Rencontres territoriales de la jeunesse et de l'Europe (Citoyenneté européenne et mobilités de jeunesse en ruralité)

SDJES du Cantal

2024

2024

Journée d'étude à Figeac « Entreprendre en territoire rural lorsque l'on est jeune »

URQR



INTRODUCTION : DES ASSISES MULTI-THÉMATIQUES

Mélanie Gambino et Mélanie Jacquemin (LISST, Université Toulouse 2 Jean Jaurès)

En France, dans le domaine des études rurales, c'est au tournant des années 2000 que les productions scientifiques ré-investissent la question de la jeunesse rurale, pour en décrire et caractériser les contours.

Dans la continuité des travaux de Florence Weber et de Jean-François Gossiaux¹ qui avaient étudié la jeunesse rurale par le biais de la classe ouvrière, Nicolas Renahy a mis en lumière les conditions particulières d'existence des jeunes d'origine ouvrière et souligné l'ambivalence que comporte pour elles et eux, le lieu de vie. D'autres orientations thématiques se placent ensuite dans le sillage de ces publications : Mélanie Gambino, Julian Devaux ou encore Catherine Didier-Fèvre questionnent les mobilités et l'ancrage au territoire ; Olivier David examine les usages du temps libre tandis que Robin Diaz et Hélène Chauveau documentent l'engagement citoyen. Les relations sociales font aussi l'objet d'un intérêt croissant, et bénéficient du renforcement de l'approche genrée. Benoît Coquard décrit finement le rôle des groupes de pair-es dans la possibilité d'acquérir une image de soi valorisante et une bonne réputation, au moins à l'échelle de la micro-société des " potes ". Les résultats des recherches menées par Emmanuelle Gilles, par Yaëlle Amsellem-Mainguy ou encore par Sylvie Orange et Fanny Renard montrent comment les effets de lieu interagissent avec les effets de genre pour produire des inégalités d'appropriation de l'espace, et de différents types de ressources. Clément Reversé a par exemple analysé les disparités en matière de scolarisation et de formation. Ces chercheurs et chercheuses apportent de manière souvent inédite des connaissances précises sur les trajectoires, les conditions de vie et les sociabilités des jeunes filles dans les espaces ruraux populaires.

Cet ensemble d'études localisées dans différents espaces ruraux contribue à donner une vision plus juste de leur situation et à sortir la catégorie « jeunes ruraux » des représentations homogènes et caricaturales. Leur point commun est de souligner que la jeunesse rurale d'aujourd'hui doit être pensée dans sa diversité, tant sociale que spatiale. Dans des contextes où l'éventail social, culturel et démographique des espaces ruraux s'est élargi (voir par exemple l'ouvrage coordonné par Stéphane Blancard), un enjeu fort pour les politiques publiques relatives aux jeunes est de prendre en compte cette diversité. Elle concerne tout autant les configurations sociales, familiales, économiques et résidentielles qui influencent toutes les pratiques et les représentations des jeunes, leur appartenance territoriale et leurs façons d'entrer dans la vie adulte.

Pour autant, l'enjeu reste aussi de saisir et de comprendre les spécificités des jeunes ruraux. Elles s'expliquent en grande partie par le fait qu'elles et ils appartiennent en grande majorité aux milieux populaires. Des études récentes convergent également pour souligner que leur engagement et leur mobilisation souffrent fortement d'un manque de considération. Le rapport produit par Francine Labadie décrit les inégalités territoriales et intra-générationnelles ; l'essai de Salomé Berlioux et Erkki Maillard évoque l'inégal accès des jeunes à la formation ; l'étude coordonnée par Hélène Tallon pointe leur invisibilité sociale ; Danièle Even et Bertrand Coly documentent leur prise en compte très parcellaire par les acteurs publics et économiques.

Les AJTR ont pris appui sur cet ensemble de connaissances scientifiques et sur les expériences des services de l'État, des collectivités, des élus – hommes et femmes – et des associations sensibles aux jeunes. L'objectif était de réunir les conditions propices au dialogue avec des jeunes, à l'expression de leurs points de vue et d'offrir une nouvelle visibilité de leurs vécus et de leurs initiatives dans des territoires marqués par des problématiques rurales.

C'est ce qui nous a conduit à choisir pour ces premières Assises Jeunes des territoires ruraux, de travailler en ateliers, collectivement avec des jeunes, sur une diversité de thèmes.

Vous en trouverez une synthèse détaillée dans les pages suivantes.

¹ - Vous trouverez les références complètes de chaque auteur et autrice dans la bibliographie à la fin de ce document.

LES THÉMATIQUES DES ATELIERS



1 **Mobilité** : se déplacer ici ou ailleurs

Initiatives : [Murathènes](#) (Cantal) et l'[association Habitat des Jeunes en Quercy](#) (Lot)
Universitaires : Pierre Pistre, enseignant-chercheur en géographie, et Mélodie Roche, ingénieure d'études en géographie et urbanisme



2 Faire vivre la **culture**

Initiatives : <https://artscenesetcie.fr/> (Lot), et [Le Vrai Repaire](#) (Lot)
Universitaires : Mariette Sibertin-Blanc, enseignante-chercheur en aménagement et urbanisme, et Jérôme Cabot, enseignant-chercheur en langue et littérature françaises



3 Enjeux **résidentiels**

Initiatives : [habitat intergénérationnel](#) porté par la commune de Thégra (Lot) et [JLOGE](#) (Gers)
Universitaires : Perrine Agnoux, enseignante-chercheur en sociologie, et Emmanuel Roux, enseignant-chercheur en urbanisme



4 Soutenir l'**insertion** sociale et professionnelle

Initiatives : [PLOUCS](#) (Landes), [IsleCo](#) (Dordogne), [Fauconfasse](#) et [AJIR](#) (Ariège)
Universitaires : Clément Reversé, enseignant-chercheur en sociologie et Camille Paquelin, doctorante en sciences politiques



5 Construire des **territoires inclusifs**

Initiatives : projet « [Unique en mon genre](#) » du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, et les [Apprentis Reporters d'Oc](#) du lycée de Masseube (Gers)
Universitaires : Marie Redon, enseignante-chercheur en géographie, Laurent Gaissad, enseignant-chercheur en socio-anthropologie et Andréa Zanotti, doctorant en sciences sociales et sciences de l'information et de la communication



6 **Santé** : bien dans son corps, bien dans sa tête

Initiatives : [Le Parallèle](#) (Ille-et-Vilaine), [Les Clés-rièrent](#) (Ariège), le [Point d'Accueil Écoute Jeunes](#) (PAEJ) du Bureau Information Jeunesse Ariège avec la Maison des Adolescents (MDA Ariège) et l'option santé du [Lycée Jean Lurçat](#) à Saint-Céré (Lot)
Universitaires : Chloé Sperduto, doctorante en psychologie et Pauline Catteau, doctorante en géographie



7 Prendre soin du **vivant**

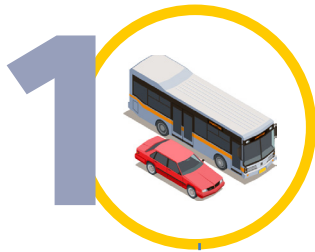
Initiatives : le [Château d'Arvieu](#) (Aveyron), et [KPSens](#) (Ariège)
Universitaires : Anne-Emmanuelle Fiamor, enseignante-chercheur en sociologie, et Jean-Yves Léna, enseignant-chercheur en géographie de l'environnement



8 **Action publique** : quand les jeunes s'en mêlent

Initiatives : « [Construire avec les jeunes en Dordogne](#) », [Programme Investir l'Avenir en Ariège](#) (PIA09), et [Coop'Eskemm](#) (Ille-et-Vilaine)
Universitaires : Maxime Lecocq, doctorant en sociologie et anthropologie et Véronique Bordes, enseignante-chercheur en sciences de l'éducation.

Atelier



MOBILITÉ : se déplacer ici ou ailleurs

Les jeunes vivant en milieu rural sont confrontés à la question de la mobilité dans tous les aspects de leur vie : pour leurs études, leur parcours professionnel, leurs loisirs, leur sociabilité et leur santé. Dans ces territoires, où l'offre de transports en commun est souvent limitée, se déplacer devient une véritable contrainte, rendant l'usage d'un véhicule personnel presque indispensable. En moyenne, un jeune rural passe 2h37 par jour dans les transports, contre seulement 42 minutes pour un jeune urbain (Assouly, Berlioux et Delage, 2024). Mais au-delà du local, les jeunes ruraux expriment aussi le désir de partir à l'étranger. C'est une préoccupation dont s'est emparée l'association Murathènes qui souligne avoir commencé simplement avec un projet de mobilité et un groupe informel de jeunes désireux de vivre une expérience à l'international.

Cette thématique a été explorée à travers deux initiatives : [Murathènes](#) (Cantal), une association d'éducation populaire qui favorise les mobilités internationales, et l'[association Habitat des Jeunes en Quercy](#) (Lot), qui a mis en place un service de mobilité locale adapté aux besoins des jeunes. Pour enrichir ces échanges, [Pierre Pistre](#), enseignant-chercheur en géographie, et [Mélodie Roche](#), ingénieure d'études en géographie et urbanisme, sont intervenus lors des ateliers, apportant leur expertise et des perspectives complémentaires sur les enjeux de mobilité.

Lors des échanges sur les mobilités locales, les participantes et participants ont mis en lumière plusieurs freins importants, susceptibles de limiter l'accès aux déplacements, en particulier pour les jeunes ruraux. Tout d'abord, les spécificités des territoires ruraux (relief, état ou configuration des réseaux routiers) apparaissent peu compatibles avec les mobilités douces. L'aménagement des voiries et la cohabitation entre véhicules motorisés et mobilités actives (vélo, marche, etc.) posent des problèmes de sécurité. Par ailleurs, l'offre de transports en commun est souvent inégale d'un territoire à l'autre, avec des contraintes liées aux horaires, aux périodes de fonctionnement ou à une accessibilité restreinte à certains publics.

Dans ce contexte, l'usage d'un véhicule personnel devient fréquemment indispensable pour se déplacer, ce qui représente un coût important, notamment pour les jeunes. Cette contrainte économique peut amener à une sélection et une priorisation des trajets, voire à un repli sur soi. Des alternatives comme le covoiturage ou l'autopartage existent, mais leur mise en œuvre reste compliquée, du fait des difficultés à faire correspondre les trajets ou les horaires. À cela s'ajoutent des freins psychologiques, liés par exemple à l'éloignement, à un sentiment d'insécurité ou à la difficulté de changer ses habitudes de déplacement. Face à ces enjeux, les membres des ateliers ont également rappelé l'existence d'initiatives porteuses de solutions. Ils ont notamment évoqué l'importance d'adapter les transports collectifs aux spécificités rurales, considérées comme des espaces d'innovation. Parmi les pistes évoquées : le développement du transport à la demande, la mise en place de transports en commun avec des prix avantageux (Train à 1€ pour la région Occitanie le 1^{er} week-end du mois), et tout public (transport scolaire du Lot accessible à tous les voyageurs). On relève aussi : la mise en place de relais pour récupérer des véhicules, ou de réseaux de covoiturage (Réseau Pouce Vert en Ariège), ou encore



la facilitation du passage du permis AM pour les jeunes (permettant l'utilisation de voitures sans permis). Ces propositions soulèvent néanmoins des interrogations, particulièrement en ce qui concerne la sécurité de certaines pratiques comme l'autostop, en particulier pour les femmes. Pour les mobilités douces, il existe également des dispositifs inclusifs et décarbonés, à l'image de « Clic and Go », qui peuvent favoriser l'accès des jeunes aux mobilités locales. Ces propositions peuvent être couplées d'ateliers : Méca meuf - réparation de véhicules au féminin – ou des aides financières au travers d'appels à projet. Toutefois, pour qu'elles soient réellement efficaces, ces solutions doivent être pensées à partir des besoins des jeunes et articulées avec les infrastructures existantes. Il s'agit ainsi de promouvoir une mobilité efficace, connectée aux réseaux de transport, mais aussi de garantir la présence de services de proximité dans les territoires ruraux, avec par exemple le développement de campus connectés accessibles. Des associations locales s'organisent pour répondre à ces problématiques à travers des actions comme « Habitat de Jeunes en Quercy » (Lot), ou le tiers-lieux « Le Vime » (Dordogne).

Concernant les mobilités internationales, les membres de l'atelier ont identifié plusieurs freins majeurs qui empêchent les jeunes ruraux de partir à l'étranger. Selon eux, la barrière de la langue est le principal obstacle, suivi par d'autres facteurs comme la méconnaissance des dispositifs existants (Erasmus+, jumelages entre communes, Youthpass, Salto Youth, etc.), l'absence de réseaux d'accompagnement adaptés, et le manque de ressources et d'informations dans les structures scolaires. Ces éléments freinent l'envie des jeunes de découvrir les opportunités de mobilité internationale. Les jeunes qui souhaitent partir à l'étranger et vivre de nouvelles expériences se heurtent aussi à des pensées limitantes, souvent liées aux démarches administratives et à la complexité perçue des parcours nécessaires pour partir. Cela engendre des difficultés techniques dès les premières étapes, notamment dans la constitution des dossiers européens. De plus, les participants et participantes ont souligné que les jeunes ruraux disposent souvent de peu de modèles ou de représentations de pairs, garçons et filles, ayant vécu ces expériences, ce qui complique la transmission des informations et l'identification. Ce manque de modèles peut être renforcé par un sentiment d'illégitimité, un manque de confiance en soi, et l'impression que la mobilité internationale « n'est pas faite pour eux ». Enfin, des contraintes liées au genre ont également été évoquées, influençant l'inégal accès et limitant l'engagement de jeunes dans les mobilités internationales.



© Photo NicoElNino par iStock

Face à ces constats, les membres de cet atelier ont également proposé plusieurs leviers d'action pour encourager et faciliter la mobilité internationale. En premier lieu, il est crucial de **débloquer la mobilité locale et de développer les compétences linguistiques** des jeunes. Ensuite, une **communication diversifiée** sur les possibilités de mobilité internationale s'avère essentielle : via les réseaux sociaux, à travers des **témoignages de jeunes ruraux** ou d'accompagnateurs et accompagnatrices expérimentés, des forums, des formations, des dispositifs tels que la **caravane de la mobilité**, ou encore des **interventions en milieu scolaire**. L'objectif est de transmettre des informations, susciter l'envie et, surtout, rassurer. Par ailleurs, ils et elles ont souligné l'importance de **permettre aux jeunes de partir en groupe**, dans une dynamique de mixité, mais entre pairs, ce qui peut renforcer leur sentiment de sécurité et leur légitimité. Enfin, bien que l'accompagnement des jeunes avant et pendant leur séjour soit crucial, il est tout aussi indispensable de **les soutenir à leur retour**, en valorisant leur expérience et en les incitant à partager leur parcours avec d'autres. Pour initier durablement les jeunes à la mobilité, ces actions doivent être mieux structurées, en s'appuyant notamment sur des **réseaux ou collectifs spécialisés dans la mobilité**, à la fois locaux et internationaux.

Pour conclure, il a été établi lors des ateliers sur cette thématique un lien entre les mobilités locales et internationales. En effet, les mobilités locales impulsent et facilitent les départs à l'international, et inversement. Partir à l'étranger peut lever certaines appréhensions ou peurs, et ainsi favoriser l'engagement dans les mobilités locales. **Chaque type de mobilité nourrit l'autre, qu'elle soit locale ou internationale.**

Atelier



Faire vivre la CULTURE

Les jeunes des territoires ruraux, comme leurs homologues urbains, manifestent un réel intérêt pour la culture. Pourtant, comme le souligne une enquête du CREDOC-MSA (2012), ils et elles demeurent confrontés à des inégalités persistantes en matière d'accès aux services culturels et aux équipements. La rareté des infrastructures culturelles en zone rurale limite considérablement les opportunités d'accès à une offre diversifiée, régulière et de qualité. Malgré ce constat, les associations culturelles présentes dans les territoires ruraux jouent un rôle déterminant. Elles assurent non seulement la vitalité culturelle locale, mais contribuent également à l'innovation, en adaptant leurs actions aux spécificités du territoire. Les jeunes y sont perçus comme une ressource précieuse, capables de porter des projets créatifs et de participer activement à la dynamique culturelle de leur commune.

Cette thématique a été illustrée par deux expériences particulièrement riches : l'association [Arts Scènes et Compagnie](#) (Lot), qui œuvre pour le développement culturel durable à travers la rencontre et l'échange entre publics variés, et [Le Vrai Repaire](#) (Lot), un festival de musiques actuelles et intergénérationnelles initié par des jeunes d'une petite commune. Ces initiatives montrent la capacité des jeunes à faire émerger des projets culturels originaux, ancrés dans leur territoire. Les échanges ont été enrichis par les interventions de [Marianne Sibertin-Blanc](#), enseignante-chercheuse en aménagement et urbanisme, et de [Jérôme Cabot](#), enseignant-chercheur en langue et littérature françaises, qui ont apporté des perspectives théoriques et critiques sur les enjeux liés à faire vivre la culture en milieu rural.

Les ateliers ont permis de cibler plusieurs freins à l'engagement culturel. Le premier concerne la difficulté à s'orienter parmi les dispositifs d'accompagnement existants, qu'ils soient locaux, nationaux ou européens. Les démarches administratives, les méthodologies à mobiliser et les ressources disponibles sont souvent peu lisibles, voire inaccessibles. À cela s'ajoute un langage institutionnel jugé trop technique, qui complexifie la compréhension des outils et la mise en œuvre des projets. Les jeunes ont également souligné une méconnaissance générale des rôles et des compétences des différents acteurs du territoire, ce qui rend le repérage des soutiens possibles particulièrement complexe. La réduction progressive des budgets publics dédiés à la culture constitue un frein supplémentaire, accentuant la précarité des initiatives portées par les jeunes. Par ailleurs, certains ont évoqué un manque d'ouverture de la part de certaines institutions, à l'égard des « cultures jeunes », qu'elles soient musicales, artistiques ou numériques. À ces difficultés s'ajoutent une mobilisation bénévole parfois instable et un manque de formation aux enjeux de médiation ou de gestion de projet culturel. Ces limites freinent l'émergence d'actions structurées et pérennes sur les territoires.

Pourtant, les présentations de ces initiatives ont permis de mettre en lumière une réelle motivation de la part des jeunes, hommes et femmes, à créer et à porter des projets culturels en milieu rural. Ces démarches s'inscrivent souvent dans une dynamique collective marquée par la cohésion, le plaisir d'agir ensemble et une forte convivialité. Le public présent a souligné l'existence d'un terreau fertile de jeunes bénévoles, particulièrement investis dans le champ culturel, témoignant d'une volonté de contribuer activement à la vie de leur territoire.



L'engagement de ces jeunes constitue un véritable levier pour repenser leur place au sein des structures associatives. Il pourrait notamment favoriser leur intégration dans les instances dirigeantes, et ainsi renforcer la vitalité démocratique et intergénérationnelle de la vie locale. Il a également été souligné que cet engagement permet aux jeunes de développer des compétences transférables, valorisables dans leur parcours professionnel. Et leur confier des responsabilités dans des projets concrets constitue ainsi une opportunité d'apprentissage par la pratique, porteuse de sens et de reconnaissance.

Pour faciliter ces actions, les personnes ayant travaillé sur cette thématique ont évoqué plusieurs pistes concernant les ressources, dispositifs et réseaux à mobiliser. Ils ont notamment souligné l'importance de mutualiser les moyens au niveau des intercommunalités, ainsi que de proposer des formations animées par des jeunes organisateurs et organisatrices afin de former d'autres jeunes dans différents territoires. Il a également été suggéré de diversifier les sources de financement, en valorisant des dispositifs moins connus comme le mécénat ou les financements européens de type Erasmus+, en complément des ressources locales et nationales déjà mobilisées.

Par ailleurs, le bénévolat apparaît comme une modalité intéressante, notamment sous la forme d'échanges de savoir-faire contre un appui matériel par exemple. La composante humaine, et tout particulièrement le rôle des bénévoles, est un paramètre fondamental. Il est important de mieux valoriser leur rôle et de clarifier ce que représente le bénévolat lors des événements culturels et participatifs. L'information des jeunes sur les actions culturelles existantes dans leur territoire doit être renforcée dès le plus jeune âge. La mise en place d'une Convention Territoriale d'Éducation Artistique et Culturelle (CTEAC) constitue un levier pertinent pour faciliter cet accès. Il conviendrait également de présenter de manière plus claire les différents réseaux professionnels, tels que les Scènes de Musiques Actuelles, les festivals de cinéma, le Réseau des Intervenants en Théâtre Éducation ou encore l'Association Nationale de Recherche et d'Action Théâtrale, afin de faciliter la recherche d'informations et l'obtention d'un appui adapté.

Enfin, il est indispensable de renforcer les coopérations entre les acteurs culturels, en valorisant leurs initiatives, mais aussi en créant des liens plus étroits avec les établissements scolaires, les accueils de loisirs sans hébergement, les intercommunalités et les communes. Cette dynamique collaborative favorisera la sensibilisation et encouragera le développement d'initiatives culturelles sur des territoires à dominante rurale.



Photo © Filadendron par iStock

Ces temps d'échanges ont permis de mettre en lumière plusieurs pistes pour les politiques publiques, notamment le **renforcement du soutien financier aux projets d'expression portés par les jeunes**, ainsi qu'un **appui accru au milieu associatif** (accompagnement au développement, soutien logistique et matériel). La nécessité de faire évoluer, voire de **rompre avec la dynamique routinière des appels à projets** a également été soulignée, en plaidant pour un soutien renforcé au fonctionnement des structures et / ou des dotations plus pérennes. Par ailleurs, les participants et participantes ont exprimé le souhait d'**ouvrir un véritable dialogue entre les institutions et les associations culturelles**, ainsi que de former les décideurs politiques aux enjeux socioculturels. Il est également proposé de **développer ou de renforcer des modalités de partenariat / collaboration** pour la mise en place de projets culturels. Il a été proposé **un cadre plus attentif aux centres d'intérêt des jeunes**, avec une valorisation des thématiques qui les concernent réellement. Enfin, un point important a été ajouté concernant le bénévolat : il serait souhaitable de mieux le valoriser dans les parcours personnels et professionnels. En somme, il s'agit de **laisser davantage de place aux jeunes dans la gouvernance des projets culturels**.

Atelier

3



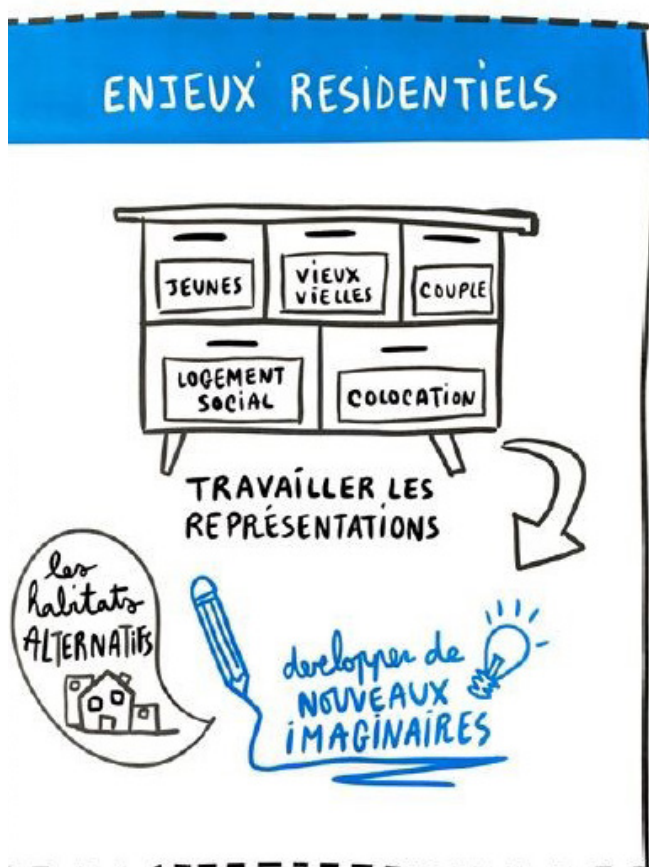
Enjeux **RÉSIDENTIELS**

30 % des jeunes vivent dans les territoires ruraux (Vie publique, 2024), et l'accès à un logement adapté constitue un enjeu majeur. Cet accès est cependant difficile, voire tardif pour nombre d'entre eux et elles, car l'offre présente plusieurs inadéquations : un manque de logements disponibles, des prestations souvent peu qualitatives, et des surfaces généralement trop grandes pour les besoins des jeunes. Ainsi, 58 % des jeunes ruraux âgés de 20 à 24 ans vivent encore chez leurs parents, contre 44 % en milieu urbain (INJEP, 2019), révélant une plus grande difficulté à quitter le domicile familial à la campagne qu'en ville. Pour autant, des initiatives et expériences émergent dans les territoires ruraux pour contourner cette problématique et proposer des solutions innovantes, alternatives et sociales, portées par des organismes locaux ou des collectifs de jeunes.

Pour échanger sur les enjeux résidentiels, deux initiatives ont été présentées : la première, un projet de résidence d'[habitat intergénérationnel porté par la commune de Thégra](#) (Lot) ; la seconde, l'action de l'association [JLOGE](#) (Gers), qui accompagne les jeunes dans leur recherche de logement sur leur territoire, en tenant compte de leurs contraintes et besoins spécifiques. Pour enrichir ces échanges et apporter un éclairage scientifique, deux universitaires sont également intervenus : [Perrine Agnoux](#), enseignante-chercheuse en sociologie, et [Emmanuel Roux](#), enseignant-chercheur en urbanisme.

Les contextes dans lesquels se pose l'enjeu résidentiel sont à la fois divers et complexes. Tout d'abord, l'habitat est étroitement lié aux questions de mobilité. Les territoires ruraux, souvent marqués par une faible densité de population et un vieillissement démographique, posent des défis spécifiques. Certains jeunes quittent ces territoires sans y revenir, tandis que d'autres font le choix d'y rester ou de s'y installer, se confrontant alors à de nombreuses difficultés. Le parc de logements existant est souvent inadapté aux attentes des jeunes : des habitations trop grandes, mal agencées, peu économes en énergie, parfois isolées, et éloignées des services essentiels. Il existe une grande diversité de situations, d'aspirations et de profils parmi les jeunes, mais l'offre actuelle manque de modularité et de diversité pour répondre à ces différentes réalités. Par ailleurs, l'installation dans un logement représente un coût important, et les jeunes disposent rarement des ressources financières ou des garanties suffisantes. Le marché du logement est concurrentiel, même en milieu rural. Les logements sociaux pourraient constituer une réponse, mais ils pâtissent encore de représentations négatives, tant du côté des jeunes que de certains élus – hommes et femmes.

Certaines solutions innovantes, comme les résidences intergénérationnelles, peinent à s'implanter, en raison d'idées reçues de part et d'autre : les jeunes et les personnes âgées peuvent avoir des appréhensions mutuelles, et il existe un risque que les jeunes femmes soient cantonnées à des rôles de « care » ou d'accompagnement non désirés. Enfin, les jeunes ont souvent une représentation conventionnelle de l'habitat, imaginant surtout la cohabitation en couple ou l'accession à la propriété comme finalité, ce qui limite les autres formes possibles de logement partagé, solidaire ou temporaire.



Il est donc nécessaire de repenser les aspirations et créer de nouveaux imaginaires, de nouveaux récits et ainsi accompagner les jeunes dans leurs projets. Le changement entre la cohabitation parentale et le logement indépendant amène vers une autonomie qui doit être accompagnée, avec informations et outils adaptés au profil des jeunes et des territoires (ALJEG, JLOGE). Des possibilités de logements plus alternatifs, plus novateurs et surtout en adéquation avec les jeunes peuvent être imaginées, comme la résidence intergénérationnelle dans la commune de Thégra ou l'initiative Cohabilis par exemple. Les participants et participantes ont mis en avant le fait que les structures accompagnantes doivent être plus visibles sur les territoires, et que les compétences de médiation et d'animation doivent être renforcées. Les élus et élues, les propriétaires et bailleurs privés sont également un public à informer et à former sur les questions du logement afin de dynamiser les territoires et d'offrir de nouvelles possibilités aux personnes en recherche. Il est important de réfléchir sur la manière dont un projet peut être mis en place, en réunissant les acteurs et actrices clés (habitant-es, jeunes) pour décloisonner les points de vue et les pratiques à partir d'échanges concrets. Permettre d'évoquer les problèmes, les peurs et les besoins de chacun et de chacune nécessite d'adapter sa communication.

Des propositions et pistes de réflexion ont aussi été formulées pour faire évoluer les politiques publiques en matière d'habitat en milieu rural. Il a notamment été souligné l'importance de **s'inspirer des actions déjà existantes sur les territoires** et de **les essayer à plus grande échelle**. Parmi les idées évoquées : **développer des formes d'habitat intergénérationnel, créer des plateformes en ligne** comme « e-logement », **organiser des « speed-datings »** entre jeunes et propriétaires, en lien avec des structures d'accompagnement.

Les membres des ateliers ont aussi insisté sur la nécessité de **s'appuyer sur les réseaux travaillant avec les jeunes et sur les questions de logement**, et de mettre en place des moyens humains et financiers suffisants pour **recenser, rénover et réhabiliter les logements anciens ou vacants**. Les politiques publiques doivent être adaptées aux réalités de chaque territoire, en tenant compte des spécificités locales. Le besoin d'**encourager des dynamiques de triportage (transmission, partage d'expériences) et d'interconnaissance entre les différents acteurs et**



Photo : © Freepik

actrices a été mis en avant, afin de créer une culture commune et une meilleure coordination.

Enfin, plusieurs leviers ont été identifiés pour renforcer l'offre de logement : **développer les agences immobilières à vocation sociale, convaincre les propriétaires, bailleurs privés et élus - hommes et femmes - d'investir ou de vendre des biens destinés à un usage non touristique**. Ces actions permettraient de redynamiser les territoires ruraux, de créer du lien social et de soutenir l'économie locale.

Atelier



Soutenir **L'INSERTION** sociale et professionnelle

En milieu rural, moins de la moitié des 18-24 ans sont en cours d'études. Ces jeunes s'orientent majoritairement vers des formations courtes, visant le plus souvent un niveau bac+3, alors que les jeunes urbains aspirent davantage à atteindre un niveau bac+5. Par ailleurs, les jeunes ruraux sont plus attirés par les études en apprentissage (Études et Résultats de la DREES, 2020). Cette tendance s'explique notamment par une volonté de se professionnaliser plus rapidement, en choisissant des filières courtes, souvent en lien avec leur territoire. Celui-ci offre peu de formations longues et un marché de l'emploi composé majoritairement d'emplois peu ou non qualifiés (Reversé, 2020).

Pour illustrer les échanges sur l'insertion sociale et professionnelle, quatre initiatives inspirantes ont été

présentées au cours des Assises. Deux Coopératives Jeunesse de Services (CJS) ont été évoquées. La première, implantée dans les Landes, [PLOUCS](#) (Landes) développe un projet d'entrepreneuriat collectif permettant à des jeunes de découvrir le fonctionnement d'une entreprise. La seconde, située à Douzillac en Dordogne, est portée par [le tiers-lieu IsleCo](#). Elle a donné lieu à la création d'une entreprise éphémère par des jeunes, avec pour objectif d'apporter des services utiles aux habitants et habitantes du territoire. En Ariège, l'association [Fauconfasse](#) propose quant à elle une immersion dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et de la transition écologique. Une autre initiative ariégeoise, le dispositif [AJIR 09](#) (Agir avec les Jeunes pour un Impact Rural), a accompagné pendant trois ans les parcours de jeunes, en les impliquant dans la co-construction de politiques locales aux côtés des pouvoirs publics. Pour enrichir les échanges, deux universitaires sont venus apporter leur regard : [Clément Reversé](#), enseignant-chercheur en sociologie et [Camille Paquelin](#), doctorante en science politique.

Les participant-es aux ateliers sur l'insertion sociale et professionnelle ont fait part de nombreux constats et retours d'expériences, issus tant de vécus individuels que d'observations collectives. Tout d'abord, il a été souligné un manque d'accompagnement adapté aux réalités des jeunes en milieu rural. Cet accompagnement, lorsqu'il existe, est souvent difficile d'accès ou trop limité dans le temps. Les structures présentes sur les territoires manquent de moyens humains et financiers, et sont contraintes dans leur capacité d'action. Ces difficultés s'ajoutent aux freins déjà existants liés à la mobilité dans les espaces peu denses : les jeunes peinent à accéder aux lieux de formation, d'accompagnement ou d'emploi.

De plus, certains jeunes font l'objet de stigmatisations persistantes, en raison de leur approche présumée du « travail ». Ces préjugés peuvent les empêcher de se projeter dans un avenir professionnel stable. L'insertion professionnelle est intrinsèquement liée à l'insertion sociale : aujourd'hui encore, elle est traitée de façon trop sectorielle, sans prendre en compte les réalités complexes des parcours de vie. Les jeunes ruraux peuvent également intérioriser des formes d'auto-stigmatisation par manque de confiance en soi, par absence d'offres locales ou de parcours accessibles ; certain-es finissent par croire que « ce n'est pas pour eux ou pour elles », notamment lorsqu'il s'agit de métiers ou de formations perçus comme urbains ou élitistes.



Notre société valorise aussi une vision utilitariste de l'emploi : le travail serait « bon » pour les jeunes parce qu'il les rend productifs. Or, les expériences d'émancipation, de construction citoyenne, de bénévolat ou de participation associative sont tout aussi précieuses. L'accès à l'emploi ne peut être dissocié de ces autres formes d'engagement et de développement personnel.

Pour dépasser ces constats, il est fondamental de pérenniser les projets d'insertion en renforçant le travail en réseau, en favorisant l'interconnaissance et la coordination entre les acteurs et actrices, tout en dépassant les logiques de silos. Il convient également d'augmenter les moyens humains et financiers et de développer des partenariats solides entre les différentes structures. Adopter une posture d'« aller-vers » les jeunes est nécessaire, ce qui implique de ne plus attendre qu'ils ou elles viennent spontanément, mais d'aller à leur rencontre, tout en soutenant les initiatives existantes via des dispositifs comme les bourses, le Fonds de Développement de la Vie Associative, les bourses à projets, les incubateurs d'entreprises, les Coopératives Jeunesse de Services ou encore les écoles de la seconde chance. Par ailleurs, il importe de valoriser les nouvelles formes d'emploi en encourageant l'entrepreneuriat, les coopératives et des modèles hybrides qui correspondent davantage aux aspirations des jeunes, ce qui requiert aussi la formation des personnes et structures accompagnatrices. Revaloriser l'insertion sociale est tout aussi primordial, en reconnaissant l'impact positif de l'engagement associatif qui permet aux jeunes d'acquérir des compétences et de développer leur capacité d'agir à leur propre échelle tout en bénéficiant à la société. Il est enfin indispensable d'impliquer les jeunes dans la conception et la gouvernance des dispositifs, en les co-construisant « par et pour » eux et elles, tout en mobilisant les structures de l'économie sociale et solidaire, en recourant aux méthodes d'intelligence collective et en associant, si possible, leur entourage.

En somme, il s'agit de **s'appuyer sur les dispositifs existants tout en les adaptant** avec des **méthodes inspirées de l'éducation populaire et du compagnonnage**. Donner une véritable place aux jeunes nécessite des moyens humains et financiers adéquats ainsi qu'une **évaluation régulière et flexible des dispositifs** pour répondre aux enjeux de l'insertion sociale et professionnelle d'aujourd'hui. L'accompagnement à l'insertion doit gagner en **lisibilité**, en accessibilité et en **cohérence entre les différents acteurs ou actrices** et ainsi **articuler**



Photo : © Freepik

la chaîne d'accompagnement. Enfin, les politiques publiques doivent évoluer vers **davantage de souplesse concernant les tranches d'âge et d'évaluation** et adopter une **approche qui dépasse le seul cadre formel**. Il est primordial d'**écouter les jeunes**, de **comprendre leurs projets**, de **les accompagner efficacement** et de **leur offrir les conditions nécessaires** pour s'épanouir dans les territoires ruraux.

Atelier



Construire des TERRITOIRES INCLUSIFS

Les discriminations subies par les jeunes sont bien réelles, et même plus fréquentes que celles subies par les personnes plus âgées. En effet, selon l'enquête de l'INJEP (2024) « Les discriminations subies par les jeunes » menée en 2019-2020, 20 % des 18-30 ans déclarent avoir été victimes de traitements inégaux ou de discriminations au cours des cinq dernières années, contre 17 % tous âges confondus. En milieu rural, ces discriminations et inégalités sont également présentes : l'orientation sexuelle, choix contraint entre partir en ville, rester ou revenir, ou encore la place des femmes dans les campagnes. Certaines d'entre elles choisissent de

rester, mais doivent faire face à des inégalités de genre persistantes qui affectent leur parcours de vie. Les discriminations prennent des formes multiples : dans des conditions inégales d'accueil, en raison de la couleur de peau, du sexe, de l'âge, de la classe sociale, ou encore à travers les représentations sociales. La construction de territoires véritablement inclusifs reste un défi. L'engagement des jeunes est indispensable : comment leur donner vraiment la parole, les associer pleinement et avancer ensemble, de manière unie et solidaire ?

Deux initiatives ont été présentées lors des échanges : le projet « [Unique en mon genre](#) » du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, portant sur les questions de genre et de sexualité en milieu rural, et le travail journalistique des [Apprentis Reporters d'Oc](#) du lycée de Masseube (32), axé sur la mémoire, la nature et les habitants singuliers de l'Astarac. Ces présentations ont été enrichies par les interventions de trois chercheurs : [Marie Redon](#), enseignante-chercheuse en géographie, [Laurent Gaissad](#), enseignant-chercheur socio-anthropologie et [Andréa Zanotti](#), doctorant en sciences sociales et sciences de l'information et de la communication, offrant un regard croisé entre initiatives de terrain et apports universitaires sur les enjeux sociaux en milieu rural.

Dans le cas des Apprentis Reporters d'Oc, il s'agit de redonner aux jeunes l'occasion de s'engager et de participer à un projet de territoire à travers une démarche journalistique. Les personnes ayant participé à ces ateliers ont identifié plusieurs freins qu'ils ou elles rencontrent ou ont rencontrés dans leur quotidien. Tout d'abord, une représentation négative d'une jeunesse dont il faut se méfier constitue un obstacle important à leur participation, que ce soit dans les milieux institutionnels ou associatifs. Cette appréhension, souvent nourrie par des préjugés, limite leur implication et leur prise de parole. À l'inverse, les milieux ruraux posent également des difficultés aux professionnels (hommes et femmes) issus des zones urbaines, du fait de l'éloignement géographique et des contraintes logistiques ou financières. Les jeunes eux-mêmes expriment un sentiment d'illégitimité, lié à une reconnaissance insuffisante de leurs compétences et de leur engagement. Comme le souligne le bilan oral des Assises 2024, il existe « un manque de légitimité de la jeunesse ou des jeunes, un peu stigmatisés, en tout cas étiquetés ». Par ailleurs, les ateliers ont mis en évidence un manque de formations autour de l'inclusivité, une interconnaissance insuffisante entre les structures et les acteurs du territoire, ainsi qu'un



déficit de démarches partenariales pour co-construire des projets réellement inclusifs. Enfin, il apparaît que trouver sa place dans les échanges intergénérationnels reste souvent complexe pour les jeunes, filles et garçons, engagés dans ces dynamiques.

Les freins mis en lumière dans le projet « Unique en mon genre » relèvent principalement de politiques encore trop éloignées des questions de genre et d'orientation sexuelle en milieu rural. Le manque de formations accessibles, souvent concentrées dans les zones urbaines, ainsi que le cloisonnement des rares initiatives existantes, renforcent cet éloignement. À cela s'ajoutent l'absence de réseaux locaux, le déficit de ressources et d'accompagnement sur les territoires ruraux. Ces manques contribuent à installer un cadre marqué par la stigmatisation et les tabous autour de la santé et du désir sexuel dans les campagnes.

Cependant, pour tendre vers des territoires plus inclusifs, ces deux initiatives, avec l'appui des participants et participantes, ont permis de faire émerger plusieurs leviers d'action. Tout d'abord, il apparaît essentiel de former les agents institutionnels, les professionnels de terrain et les élus – hommes et femmes – sur les enjeux de l'inclusivité, des inégalités liées au genre, des violences sexistes et sexuelles (VSS) et du consentement. Des temps d'interconnaissance entre différents types d'acteurs et actrices sont également nécessaires pour mieux accompagner les jeunes dans leurs projets. Il est aussi fondamental de redonner aux jeunes la place qu'ils méritent, d'adopter une posture « d'aller-vers », en les impliquant activement dans des projets qui participent au débat public local, et surtout, en leur faisant confiance. Les jeunes doivent être formés et éduqués à ces thématiques, tout en développant leur esprit critique. Dans ces conditions, elles et ils peuvent devenir force de proposition, porter des sujets sensibles liés à leur territoire et contribuer à faire évoluer les politiques publiques. Comme l'ont montré les deux initiatives, les jeunes disposent de nombreux outils d'expression : vidéo, presse, diagnostics de territoire, bande dessinée, livres, médias, réseaux sociaux, numérique... Autant de supports à valoriser pour donner de l'écho à leur parole. Ces démarches participent à valoriser les jeunesses, à condition de travailler en partenariat, d'impliquer les acteurs et actrices du territoire, et surtout, de réinventer les espaces de discussion. Il est temps d'aller au-delà des espaces simplement consultatifs, pour créer ensemble des espaces de dialogue co-construits et collaboratifs.



Photo : ©WildPixel par iStock

Plus spécifiquement, il est nécessaire de renforcer la sensibilisation, l'éducation et la formation à la santé sexuelle et au consentement dès le cadre scolaire, afin de libérer la parole sur des sujets encore trop souvent tabous. Il s'agit également de proposer des outils adaptés, notamment via des professionnels et professionnelles de santé (ex. l'association Alerte en Aveyron). Enfin, il est crucial de créer des réseaux et d'identifier les ressources disponibles : qu'elles soient financières, matérielles ou en termes de compétences. Des structures comme la Maison des Adolescents (MDA), les Promeneurs du Net (PDN), les Points Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) ou encore le MRJC (avec ses diagnostics ruraux, productions de livrables, la plateforme Unique en mon genre, les colos apprenantes, etc.) constituent des ressources précieuses à mobiliser.

Pour conclure la thématique « Construire des territoires inclusifs », les membres de ces ateliers ont proposé plusieurs pistes d'orientation pour les politiques publiques. Il s'agirait notamment de **former les hommes et femmes professionnels, élus, habitants, responsables institutionnels et les jeunes aux enjeux d'inclusivité**, de créer et **nourrir des réseaux d'acteurs et d'actrices formés et engagés dans des projets de territoire inclusifs**, de **valoriser les initiatives qui fonctionnent en les adaptant aux spécificités rurales**, et de **mettre en lumière les projets portés par des jeunes** en s'appuyant sur des outils adaptés. Plus fondamentalement, **une réflexion collective doit être engagée** autour de cette question centrale : comment gouverner autrement pour impliquer véritablement les jeunes dans la vie d'un territoire, et sensibiliser les organisations, les associations et les élus – hommes et femmes à une meilleure reconnaissance et intégration des jeunesses ?

Atelier



SANTÉ :

bien dans son corps, bien dans sa tête

La santé est un véritable enjeu de société, en ville comme à la campagne, et cela se ressent d'autant plus lorsqu'on est jeune. En France, 21 % des 17-19 ans n'ont pas de médecin traitant (Notre santé est menacée, 2025). Dans les territoires ruraux en France, 44 % de la population estime vivre dans un désert médical (Vie Publique, 2022). En Ariège, 1 personne sur 10 n'a pas de médecin traitant, illustrant concrètement les difficultés d'accès aux soins dans les zones peu denses.

Pour aborder les questions de santé physique et mentale, quatre initiatives ont été présentées. D'abord, [Le Parallèle](#) (Ille-et-Vilaine), un tiers-lieu qui porte le projet « Le souci de soi », développant une approche spécifique du prendre soin à travers des pratiques alternatives et inclusives. Ensuite, [Les Clés-rièrent](#) (Ariège), un projet de tiers-lieu, qui propose un accueil pluridisciplinaire en santé, intégrant divers professionnel·les pour répondre aux besoins des habitant·es. Par ailleurs, un partenariat ariégeois entre le [Point d'Accueil Écoute Jeunes](#) (PAEJ) du Bureau Information Jeunesse et la [Maison des Adolescents](#)

(MDA) témoigne d'une volonté d'accompagnement renforcé et concerté des jeunes. Enfin, [l'option santé du Lycée Jean Lurcat à Saint-Céré](#) (Lot) illustre comment la santé peut être abordée dès le cadre scolaire, en proposant aux lycéens et lycéennes une formation spécifique et des espaces de parole. Pour enrichir ces échanges, deux universitaires ont apporté leur éclairage : [Chloé Sperduto](#), doctorante en psychologie, et [Pauline Catteau](#), doctorante en géographie.

Tout d'abord, les membres de ces ateliers ont mis en exergue un point central lié à la santé : « l'accès à la santé pour les jeunes est difficile, en raison des problèmes de mobilité, de la stigmatisation de la santé mentale, et cet accès devient encore plus complexe en milieu rural du fait des déserts médicaux », comme cela a été souligné lors des restitutions. De nombreux freins persistent en zone rurale : les déserts médicaux, la perte d'attractivité des métiers de la santé, le manque de moyens humains et financiers, ainsi que le manque de souplesse des institutions pour concevoir des projets innovants, notamment en lien avec l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, l'absence d'un accompagnement en ingénierie de projet freine l'émergence de solutions adaptées. Enfin, certains publics en situation de précarité, de fragilité ou d'isolement géographique mettent de côté leurs besoins en santé, faute de services accessibles ou adaptés.

Face à ces constats, des propositions ont été formulées pour contourner ces difficultés. Tout d'abord, il s'agit de sensibiliser les jeunes à la notion de soin dans sa globalité, et de former tous les personnels en lien avec la jeunesse (santé, éducation, orientation, animation, sport, etc.) et les élu·es, afin qu'ils et elles puissent accueillir la parole des jeunes, entendre leurs difficultés, et les orienter vers les praticiens appropriés. Ce travail est déjà amorcé par des structures comme les Maisons des Adolescents (MDA), les Points d'Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) ou encore les Bureaux Information Jeunesse (BIJ). Le travail en commun favorise la construction d'une culture partagée autour de la santé, et invite à innover à travers des approches entre pairs – filles et garçons, en mixité ou non selon les contextes et les besoins –, ou encore par l'intégration de méthodes d'éducation populaire dans les parcours de prévention et d'accompagnement. Les jeunes sont également partie prenante de la solution, par exemple à travers des formations comme le PSC1



(Prévention et Secours Civiques de niveau 1) ou le PSSM (Premiers Secours en Santé Mentale), afin que les individus disposent d'outils concrets pour agir et accompagner.

Il apparaît indispensable de mobiliser davantage de moyens humains et financiers, et de poursuivre la réflexion sur le maillage territorial des acteurs, actrices et espaces de santé, en favorisant la coopération entre institutions : Éducation nationale, Agence Régionale de santé (ARS), CLS (Contrat Local de Santé), Contrat Local de Santé Mentale (CLSM), Maison des Adolescents (MDA), associations (comme Nightline France), collectivités et autres structures de proximité.

Il est également essentiel de sortir du cloisonnement entre secteurs, de promouvoir des projets pluridisciplinaires, et de créer des espaces collectifs (groupes de parole, espaces d'écoute...) permettant aux jeunes de s'exprimer dans un cadre sécurisant.

Pour conclure, des initiatives se structurent, se forment et informent, dans une dynamique visant à **créer une culture commune du soin et de la santé**. Pour répondre aux besoins des jeunes, il est essentiel de favoriser l'unité, **créer des réflexes collectifs**, et surtout **accueillir la parole des jeunes avec bienveillance**. Cela suppose aussi des **financements renforcés**, une **meilleure coordination entre institutions**, des **formations adaptées**, l'**ouverture d'espaces d'écoute** bienveillants, le **développement de filières autour des métiers de la santé**, et la création de **pôles de santé innovants et pluridisciplinaires**.



Photo : © Paperkites par iStock



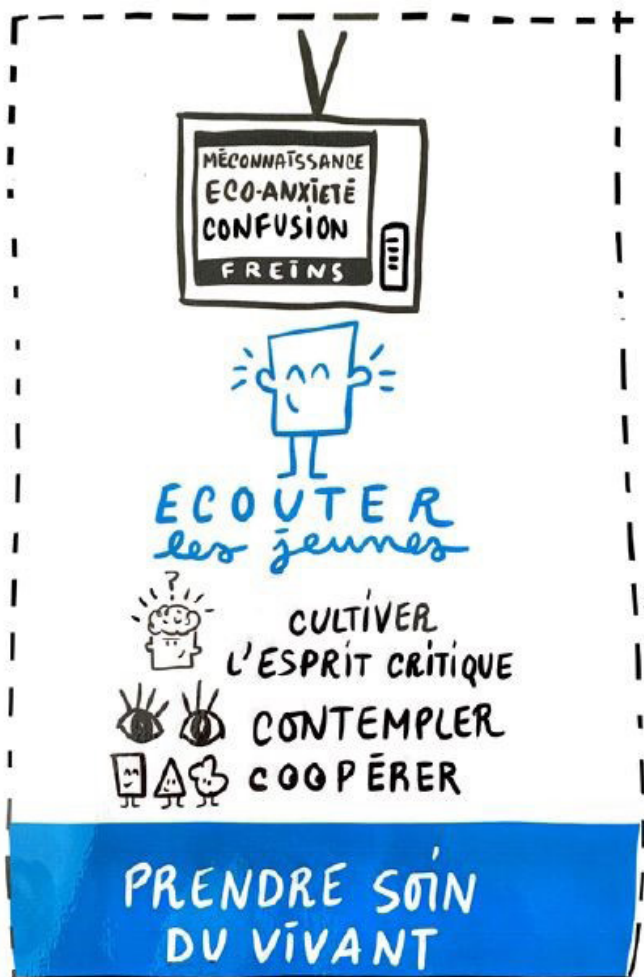
Prendre soin du VIVANT

Le syndrome du manque de nature (Louv, 2005) touche inévitablement les jeunes qui vivent en ville, mais également les jeunes ruraux. En effet, les jeunes filles et garçons explorent de moins en moins l'extérieur, sortent peu, et se réfugient derrière leurs écrans, sur lesquels ils passent de nombreuses heures chaque jour (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, 2024). Progressivement, ces jeunes se retrouvent coupés du monde extérieur et du vivant qui les entoure tandis que la biodiversité disparaît et les sols se dégradent. Leur alimentation provient majoritairement de produits ultra-transformés, conditionnés et diffusés en grande surface. Pourtant, certains jeunes s'emparent de ces enjeux, s'informent, agissent, et imaginent un monde dans lequel il serait possible de prendre soin du vivant. Mais l'équilibre entre leur engagement et l'éco-anxiété générée reste fragile et préoccupant.

Afin de mieux comprendre les enjeux abordés lors des ateliers « Prendre soin du vivant », deux initiatives ont été présentées. Tout d'abord, le [Château d'Arvieu](#) (Aveyron), une association qui expérimente et sensibilise aux modes de vie plus durables. Ensuite, l'association [KPSens](#) (Ariège), une structure d'éducation populaire engagée dans la transition écologique, économique et sociale, avec une volonté d'agir en harmonie avec l'humain et la nature. Pour enrichir les échanges, deux universitaires ont également pris part aux discussions : [Anne-Emmanuelle Fiamor](#), enseignante-chercheuse en sociologie, et [Jean-Yves Léna](#), enseignant-chercheur en géographie de l'environnement.

Lors de ces ateliers, deux sous-thématiques ont été abordées : les jeunes et leur alimentation, ainsi que la coopération pour prendre soin du vivant. Il en ressort, de manière générale, un manque d'attention portée au vivant et à la relation que chacun ou chacune entretient avec son environnement. Il est nécessaire de prendre conscience de cette relation et de la dépasser, en sortant d'une approche strictement utilitaire, comme c'est souvent le cas en agriculture. Les échanges ont aussi mis en lumière la démesure de nos émissions actuelles, en comparaison avec les limites recommandées pour préserver le climat : soit environ 2 tonnes de CO₂ par personne et par an. Les membres des ateliers ont également souligné l'enjeu financier : les soutiens économiques alloués aux transitions demeurent insuffisants, et il reste souvent difficile de nouer des partenariats avec certaines institutions locales. Le manque de visibilité des initiatives existantes freine par ailleurs leur reconnaissance et leur développement.

Sur la question de l'alimentation, plusieurs freins ont été identifiés. Les jeunes, filles et garçons, connaissent peu les lieux et les modes de production alimentaire, ce qui limite leur intérêt et leur engagement sur ces enjeux. Peu d'entre eux s'impliquent dans des associations, des structures ou des formations en lien avec ces thématiques, ce qui peut s'expliquer par la charge que représentent les études, par des ressources financières limitées, ou par d'autres engagements personnels. À cela s'ajoute le manque d'espaces dédiés à l'échange et à la sensibilisation. Par ailleurs, les jeunes héritent d'un imaginaire collectif généralement dévalorisant, voire d'images négatives, et se sentent parfois illégitimes à prendre la parole ou à agir sur ces sujets de société. Du côté des institutions, des actions existent, mais elles sont trop souvent ponctuelles ou dépendantes



de l'implication individuelle de certains professionnels – enseignants, animateurs, artisans, etc.–, femmes et hommes. Or, ces démarches nécessitent du temps, de la continuité et de la stabilité, ce qui peut décourager une mobilisation durable des jeunes. Enfin, certaines interventions institutionnelles prennent parfois la forme de discours culpabilisants, ou s'arrêtent à des constats anxiogènes, sans proposer de solutions concrètes ni de perspectives d'action, ce qui peut amorcer, chez certains jeunes, un sentiment d'éco-anxiété. En définitive, l'État et le système actuel peinent à apporter des réponses structurelles aux enjeux de transition écologique, alors même qu'il s'agit de politiques qui nécessitent une vision à long terme.

Pour contrebalancer ce constat, les membres des ateliers ont mis en avant plusieurs leviers possibles, déjà expérimentés sur certains territoires. Ils ont souligné l'importance de sensibiliser, informer, éduquer et fédérer l'ensemble des citoyennes et citoyens autour des enjeux de la transition écologique, notamment à travers des visites de lieux inspirants, des ateliers sur l'alimentation, ou encore des rencontres avec des fermes engagées. Il est apparu essentiel de s'interroger collectivement sur la gestion des communs, de mutualiser les espaces et les ressources, et de repenser nos modes de fonctionnement pour aller vers des pratiques plus durables, respectueuses du vivant et des humains. Cela implique aussi de dépasser les cloisonnements et clivages entre les secteurs public, privé et associatif, et d'oser coopérer et co-construire ensemble. Les participants et participantes ont également insisté sur la nécessité de créer ou de valoriser les réseaux d'acteurs et actrices de la transition, capables d'informer, de former et d'inspirer un changement pour le monde de demain. Il est tout aussi important de développer des espaces de concertation citoyenne locale, à l'image des Conseils Locaux de l'Alimentation (CLA), et de favoriser l'implication des jeunes, qu'ils soient déjà sensibilisés ou non, par des ateliers, des visites, des accompagnements adaptés pour leur permettre de prendre confiance et de s'exprimer librement, notamment sur leurs habitudes alimentaires, en dépassant les tabous. Enfin, le manque de moyens financiers a été souligné pour mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, et un appel est lancé pour demander un soutien politique fort en faveur des structures qui portent des initiatives exemplaires.

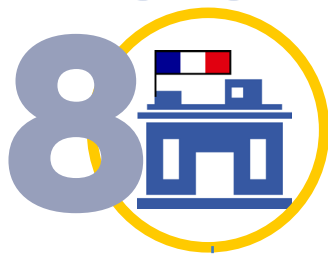
En somme, des solutions existent, et les initiatives présentées montrent qu'il est possible de penser un avenir plus durable. Il est important de souligner que, face à l'inaction de l'État, de nombreux citoyens et citoyennes s'engagent localement, que ce soit à travers des **conseils locaux**, des **caisses communes pour l'alimentation**, ou encore des **actions pour repenser les mobilités, la production et notre consommation**



Photo : © Mélanie Gambino

alimentaire. Les propositions en matière de politiques publiques s'articulent autour de l'idée de renouer avec le dehors : par des **ateliers autour du potager**, des **jardins partagés**, ou encore par le biais de l'**éducation dehors**. Il s'agit d'**informer, d'apprendre, et d'initier les jeunes, en leur permettant d'explorer des espaces d'expression, de visiter des lieux exemplaires, et d'être formés aux méthodes durables**. Il est également essentiel de **valoriser l'engagement des jeunes** en mettant à leur disposition **des outils adaptés et des espaces de libération de la parole**. Cela implique aussi de **soutenir davantage les structures et les associations** qui portent ces projets sur les territoires. Prendre soin du vivant, c'est finalement prendre soin de toutes et de tous.

Atelier



ACTION PUBLIQUE : quand les jeunes s'en mêlent

En 2021, trois jeunes de 16 à 30 ans sur dix ont consacré du temps au bénévolat associatif (INJEP, 2023). Par ailleurs, les jeunes vivant dans les territoires ruraux s'engagent davantage dans la vie locale : 18 % en milieu rural contre 13 % en milieu urbain (LECESE, 2017). En revanche, en 2022, un quart des 18-24 ans et des 25-29 ans inscrits sur les listes électorales n'ont voté à aucun tour des élections présidentielles et législatives (INJEP, 2023). Ces données traduisent un engagement citoyen réel dans le tissu associatif, mais aussi une méfiance persistante et une perte de confiance envers les institutions représentatives.

Pour aborder les notions d'action publique, trois initiatives ont été présentées : le collectif de jeunes de la délégation de Dordogne « [Construire avec les jeunes](#) », le [Programme Investir l'Avenir en Ariège](#) (PIA09), et une recherche-action menée avec l'association [Coop'Eskemm](#) (Ille-et-Vilaine) autour de l'engagement des jeunes. Par leurs démarches et leurs expérimentations, ces initiatives visaient à placer des jeunes au cœur des dynamiques de territoire et à co-construire des préconisations pour des politiques publiques conçues par et pour elles et eux. Afin d'enrichir les réflexions collectives, ces présentations ont été mises en perspective par deux universitaires, [Maxime Lecocq](#), doctorant en sociologie et anthropologie, et [Véronique Bordes](#), enseignante-chercheuse en sciences de l'éducation.



Lors des échanges avec les différents participants et participantes à ces ateliers, plusieurs freins ont été mis en évidence. Ils concernent principalement une faible reconnaissance des compétences des jeunes et un manque de crédibilité qui leur est accordée dans l'action publique, ce qui conduit à leur invisibilisation. Ces difficultés résultent de multiples facteurs : des problèmes de mobilité propres aux espaces ruraux, l'éloignement des lieux de décision, une temporalité qui varie d'un jeune à l'autre, un manque de visibilité dans les processus de participation et un partage de compétences encore trop faible, le tout aggravé par des moyens limités dédiés à la participation citoyenne des jeunes. Il en résulte une faible représentation des jeunes dans les espaces décisionnels. Pourtant, les jeunes des campagnes sont bel et bien désireux de s'impliquer.

D'autres problématiques ont également été soulevées, comme l'absence de réelle volonté de prendre en compte la parole et la vie des jeunes, une méfiance réciproque entre instances de décision et jeunes, et des représentations erronées qui ne facilitent pas le dialogue. Cette situation engendre un manque de langage commun, un dialogue trop institutionnel qui finit par décourager les jeunes les plus motivés. Par ailleurs, les espaces d'échange restent souvent très formels, les politiques demeurent descendantes, et les formats proposés se limitent à des logiques de justification plutôt qu'à une réelle co-construction avec les citoyens et citoyennes.

En définitive, ces constats révèlent un manque de culture partagée autour de la participation citoyenne. Cela se traduit par un déficit d'information, de visibilité,

de formation, d'inclusion et d'accompagnement, tant pour les jeunes que pour les pouvoirs publics. La volonté sincère de certains jeunes de s'inscrire dans l'action publique est parfois freinée par une injonction à participer qui les enferme dans les seules politiques dites « jeunesse », sans leur permettre d'exister pleinement en tant que citoyens et citoyennes à part entière.

La participation citoyenne est essentielle, notamment pour les jeunes, futurs adultes et décideurs de demain. Pour renforcer cette dynamique, plusieurs leviers ont été proposés afin de faire progresser la réflexion collective.

Tout d'abord, il s'agit de se former, se connaître et s'appuyer sur les acteurs et actrices déjà formés aux enjeux de la participation citoyenne. Cela permet de développer une culture commune, de faciliter le dialogue et de renforcer les liens intergénérationnels. Pour cela, une posture d'« aller-vers » s'impose, en rendant visibles les actions, en travaillant en réseau, et en construisant un langage commun. Ce langage partagé favorise l'échange et permet d'engager les jeunes les plus éloignés ou les plus réticents.

La formation doit concerner un ensemble de partenaires, hommes et femmes : les jeunes, les élus, les professionnels de l'éducation, les travailleurs sociaux et toutes les personnes gravitant autour de la jeunesse. Il est également nécessaire d'outiller chacun et chacune pour faciliter la compréhension mutuelle, encourager la recherche collective de solutions, et oser le « pas de côté » quand il s'impose.

Le format des espaces d'échanges joue aussi un rôle clé. Il est indispensable de proposer des temps de rencontre moins formels, comme ceux expérimentés lors du Tremplin Jeunes ou du Forum ouvert en Ariège, avec des cadres souples, respectueux des besoins et des temporalités des jeunes. La souplesse est un levier central de participation.

Des moyens financiers pérennes sont également nécessaires. La participation citoyenne demande du temps, donc des ressources. Plusieurs outils existent déjà pour soutenir ces dynamiques : bourses jeunes, appels à projets, programmes européens, mais aussi un soutien renforcé aux structures et associations qui portent et transmettent les valeurs et méthodes de l'éducation populaire. Comme le rappelait un participant lors de la restitution : « Il faut soutenir les structures de l'éducation

populaire pour ce qu'elles sont, pas seulement pour ce qu'elles font. » Cela signifie sortir d'une vision uniquement centrée sur les projets, pour remettre du sens, affirmer des valeurs fortes et encourager la coopération sur le long terme.

En ce qui concerne les politiques publiques, plusieurs propositions ont émergé pour une meilleure inclusion des jeunes dans l'action publique. Il s'agit d'abord de **décloisonner les politiques publiques jeunesse pour aller vers des politiques intégrées et transversales**. Cela implique de reconnaître que les jeunes ne sont pas seulement « des jeunes », mais des **citoyens et citoyennes à part entière**. Ainsi, toutes les politiques publiques devraient leur être accessibles et pensées avec elles et eux.

Impliquer tous les citoyens et citoyennes dès le plus jeune âge est également une priorité, par exemple à travers la **participation des enfants et des jeunes dans l'élaboration des Projets Éducatifs Territoriaux (PEDT)**. Donner la parole aux jeunes dans toute leur diversité, les responsabiliser, les impliquer dans les décisions : cela contribue à la co-construction, voire à la co-décision. Ces dynamiques favorisent une meilleure compréhension mutuelle, une collaboration réelle, et une prise en compte plus fine des besoins, individuels et collectifs.

Si la temporalité des jeunes peut se distinguer de celle des institutions, elle est porteuse de projets plus durables, plus ancrés, et plus réussis.

Enfin, il est essentiel de **reconnaître que l'engagement peut prendre de nombreuses formes** : Junior Associations, Service Civique, bénévolat, participation dans des collectifs ou des associations locales... Il est crucial de **rendre cet engagement visible et de le mettre en valeur**, notamment par la **reconnaissance des compétences acquises** (savoir-faire et savoir-être). Il est tout aussi important de documenter, capitaliser et rendre compte des actions menées en matière de participation citoyenne, pour en **partager les fruits et favoriser leur essaimage**.



OUVERTURES ET PERSPECTIVES

Les premières Assises nationales Jeunes des territoires ruraux ont rassemblé, dans une dynamique inédite, des jeunes, des praticiens et praticiennes, des élu-es, des chercheurs et chercheuses, des associations, des institutions et des collectifs engagés. Tous et toutes partageaient une volonté commune : faire entendre une parole ancrée dans les réalités des jeunes et des territoires ruraux, et imaginer ensemble des réponses collectives aux défis qui les traversent.

Au-delà d'un simple temps de rencontre, ces Assises ont constitué un véritable laboratoire démocratique : un espace d'écoute, d'échange, de co-construction et d'intelligence collective. Elles ont permis de mettre en lumière les freins systémiques que rencontrent les jeunes ruraux dans leur quotidien, en matière d'insertion, d'habitat, de mobilité, santé, participation, citoyenneté, culture, inclusion, égalité, alimentation, rapport sain au vivant, etc. Mais aussi de faire émerger des pistes concrètes d'action et des leviers de transformation.

Les réflexions partagées durant ces deux journées n'ont pas vocation à rester lettre morte. Elles sont autant de graines semées dans les territoires, à faire germer et essaimer. Car les jeunes ne sont pas seulement « l'avenir » : ils et elles sont des acteurs et actrices du présent, porteurs de savoirs, d'expériences et de visions indispensables à la transition sociale, écologique et démocratique de nos sociétés.

Ce rapport n'est donc pas une fin, mais un point de départ. Il appelle à :

- **former et se former** autour de ces différentes thématiques ;
- **faire confiance aux jeunes et mieux les écouter** ;
- **faire évoluer les méthodes de travail**, vers plus d'éducation populaire et d'intelligence collective ;
- **poursuivre le travail engagé dans les territoires**, avec, pour et par les jeunes ;
- **renforcer les coopérations et l'interconnaissance** entre institutions, associations, collectivités et jeunes ;
- **doter les politiques de moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux** ;
- **mieux communiquer et rendre visibles les actions portées par les jeunes** ;
- **rendre effectif le droit à la participation**, en sortant des logiques descendantes pour construire des espaces réellement partagés ;
- **faire évoluer les politiques publiques** vers des logiques transversales, inclusives et ouvertes à la diversité des vécus et des besoins.

Ces Assises ne sont qu'un début. Des jeunes des territoires ruraux ont pris la parole. Il nous revient désormais de l'écouter, de la relayer et d'agir avec elles et eux.

1ÈRE ASSISES NATIONALES JEUNES TERRITOIRES RURAUX

12/13/14
JUNIN
2024
FOIX

MOBILITÉ ICI ET AILLEURS	INSERTION SOCIALE & PROFESSIONNELLE	ACTION PUBLIQUE	ENJEUX RESIDENTIELS
<p>SCÉNARIE RÉSEAUX GÉNÈRE IDÉES RESSOURCES</p> <p>ACCESSIBILITÉ</p> <p>BIEN PARTIR POUR MIEUX ARRIVER</p> <p>EXPÉRIENCE RECHERCHE COLLABORATIVE</p> <p>FORMATION ANIMATION ADAPTATION</p> <p>ACCOMPAGNER</p> <p>FAIRE VIVRE LA CULTURE</p>	<p>SORTIR DU REGARD (AUTO) STIGMATISANT</p> <p>ALLER-VERS</p> <p>TRAVAILLER EN RESEAUX</p> <p>D'EDUC POP</p> <p>CLOI</p> <p>DE</p> <p>50</p> <p>INNER</p> <p>FORMER les élus les jeunes et les pros</p> <p>STOP AUX ESPACES CONSULTATIFS</p> <p>OU AUX ESPACES COLLABORATIFS</p> <p>D'INTERCONNAISSANCE</p> <p>CONSTRUIRE DES TERRITOIRES INCLUSIFS</p>	<p>BESOIN</p> <p>LANGAGE COMMUN D'UNE CULTURE COMMUNE</p> <p>DE DIALOGUE</p> <p>DE SUJET PARTICIPATIF</p> <p>DE PARTICIPATION</p> <p>ECOUTER les jeunes</p> <p>CULTIVER L'ESPRIT CRITIQUE</p> <p>CONTEMPLER</p> <p>COOPÉRER</p> <p>PRENDRE SOIN DU VIVANT</p>	<p>TRAVAILLER LES REPRÉSENTATIONS</p> <p>TRAVAILLER LES REPRÉSENTATIONS</p> <p>AVOIR + DE MOYENS</p> <p>SAVOIR QUI FAIT QUOI</p> <p>FORMER</p> <p>MAILLER LES ACTEURS</p> <p>SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS</p>

1ÈRE ASSISES NATIONALES JEUNES TERRITOIRES RURAUX Analyse d'universitaires

12/13/14
JUNIN
2024
FOIX

LES RURALITÉS

1 SINGULIÈRES

DERAPER vers le COMPLEXE

ACCÈS AUX SERVICES + DIFFICILES

INNOVATION DÉVELOPPEMENT LOCAL

LES RURALITÉS

2 UNIVERSELLES

EVOLUTION GLOBALE

DIVERSITÉ FONDAMENTAUX

DRONT À L'EXPERIMENTATION

TERRITOIRE TERRIBLE UN ACCUEIL INCLUSIF

3. DEMAIN

L'ENGAGEMENT des jeunes

et toi tu t'engages ?!

oui

PARTICIPER ACIR

S'ENGAGER DANS UN PROCESSUS

SI j'ai un INTERET

SI j'ai une ECOUTE COMPREHENSIVE ADULTE

PAS FACILE POUR LES ADULTES

ON VEUT DIRE SANS HIERARCHIE ?!

et pourquoi PAS de REMETTRE en QUESTION ?!

LES QUESTIONS EN SUSPENS

LES CHERCHEUR.SES OBSERVENT

l'IMMOBILITÉ? et le CORPS? et l'ADDITION? et le NUMERIQUE?

ATTENTION AUX CATEGORIES

PEUT ÊTRE UN OUTIL DE MANIPULATION

IL FAUT TRAVAILLER A DES RECHERCHES FINES.

277 PARTICIPANTS

120 JEUNES

MARION RIERA



BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE

- Assouly, Felix, Berlioux, Salomé et Delage, Victor, 2024. *Rapport Jeunesse et mobilité : la facture rurale*, https://institut-terram.org/wp-content/uploads/2024/05/IT_ETUDE-00002_ENQUETE-OPINION_RURA_2025-03-27_w.pdf
- Berlioux, Salomé, Maillard, Erkki, 2019. *Les invisibles de la République. Comment on sacrifie la jeunesse de la France périphérique*, éditions Robert Laffont, 212 p.
- Blancard, Stéphane, Renahy, Nicolas, Détang-Dessendre, Cécile. 2016, *Campagnes contemporaines Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*. QUAÉ. Editions Quae, 162 p.
- Brutel, Chantal, 2019. « Qui sont les jeunes ruraux? Caractéristiques sociodémographiques », Fiches repères, INJEP, en ligne, https://injep.fr/wp-content/uploads/2019/06/FR45_jeunes_ruraux.pdf
- David, Olivier, 2014. « Le temps libre des jeunes ruraux », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, vol. 22, pp. 82-97. URL : <http://journals.openedition.org/tem/2423> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.2423>
- Devaux, Julian, 2013. *Mobilités du quotidien, manières d'habiter et socialisation d'adolescents d'un village rural francilien*. Thèse de sociologie. Université Paris-Est, 460p.
- Diaz, Robin, Chauveau, Hélène, 2019. « Les jeunes ruraux » : forces de proposition ou d'action ? Le cas des jeunes investis au MRJC », *Bulletin de l'association de géographes français*, 96-4, pp. 568-584. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/5877> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bagf.5877>
- Didier-Fèvre, Catherine, 2015. *The place to be ? Vivre et bouger dans les « entre-deux » : jeunes et mobilités dans les espaces périurbains*. Nanterre, Université Paris-Nanterre-La Défense, thèse de doctorat en géographie.
- Even, Danielle, Coly, Bertrand, 2017. *Place des jeunes dans les territoires ruraux*, Rapport du CESE 02, janvier, https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/2017/2017_02_jeunesse_territoires_ruraux.pdf
- Gambino, Mélanie, Desmesure Olivier et Sahuc Philippe, 2019. « Bouger, errer, aller, venir... Observer les situations de marge pour comprendre ce qu'expriment les mobilités des jeunes dans les territoires ruraux ? », in X. Bernier, et al. (dir.), *Mobilités et marginalités*. Presses, Presses universitaires de Rennes : 81-100. <https://hal.science/hal-01726376/document>
- Gambino, Mélanie, Escaffre, Fabrice, Gales, Jules, 2023. « Le logement des jeunes ruraux en question », *Etudes Rurales*, vol. 212, pp. 45-64. doi: 10.4000/etudesrurales.31596
- Gilles, Emmanuelle, 2018. *Une expérience genrée des espaces du quotidien à l'adolescence. Le cas des filles et des garçons de 4^{ème} dans le Calvados et la Manche*, thèse de doctorat de Géographie, ESO CAEN.
- Gossiaux, Jean-François, 1992. *Avoir seize ans dans les Ardennes*, Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS).
- Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, 2024. *Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ?* Éducation, Santé, Environnement, Rapport adopté le 17 octobre 2024. <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/hcfea-place-enfants-espaces-publics-nature-education-sante-environnement>
- INJEP, 2023. Les chiffres clés de la jeunesse de 2023. Engagement et participation. 2023 https://injep.fr/tableau_bord/les-chiffres-cles-de-la-jeunesse-2023-engagement-participation
- Labadie, Francine, (dir.), 2014. *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, Paris, La Documentation française/INJEP, 278 p. <https://www.vie-publique.fr/rapport/35471-parcours-de-jeunes-et-territoires-rapport-de-lobservatoire-de-la-jeun>

- CREDOC-MSA, 2012. *Les jeunes ruraux : des jeunes comme les autres ?*, Le BIMSA, octobre 2012
- Louv, Richard, 2005. *Last Child in the Woods : Saving Children from Nature-Deficit Disorder*, 310 p.
- Croix Rouge française, 2025. *Notre santé menacée, comment la proximité peut tout changer. Synthèse du rapport sur la résilience de la société française*,
https://assets.ctfassets.net/ksb78y40v1oe/1hhxn5KM31RZBYxXx8dFpj/086664cefc16468d28c02db45c392811/Synthèse_Rapport_Résilience_2025.pdf
- Pinel, Laurie, 2020. *études, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? Études et Résultats de la Drees*, n° 1155, Juillet 2020,
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/er1155.pdf>
- Renahy, Nicolas, 2005. *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 285 pages.
- Reversé, Clément, 2021. *Les oubliés du pays de Cocagne. Les épreuves de l'insertion et de la transition vers l'âge adulte des jeunes ruraux sans diplôme en Nouvelle Aquitaine*. Thèse de doctorat de Sociologie, Bordeaux.
- Reversé, Clément, 2021. « Le marché de l'emploi rural : le dernier bastion de l'insertion professionnelle des jeunes sans diplôme ? ». *Sélections, du système éducatif au marché du travail*, édité par Marianne Blanchard et al., Céreq, 2021,
<https://doi.org/10.4000/books.cereq.1475>.
- Stromboni, Tana, Arino, Gabriela, 2024. *Agir auprès de la jeunesse rurale, Enseignements de l'appel à projets « Jeunes en milieu rural » (2019-2024) du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse*. INJEP notes et rapports, 145 p. <https://injep.fr/publication/agir-aupres-de-la-jeunesse-en-milieu-rural/>
- Suau, Antony, 2024. *Les Assises nationales Jeunes des territoires ruraux, entre initiatives et développement territorial*, Mémoire de Master 2 - Mention « Gestion des Territoires et Développement Local ».
- Tallon, Hélène, Lignières, Ingrid, Bureau Marie-Christine, Le Dantec. Eliane, 2015. *L'invisibilité sociale, publics et mécanismes : les pauvres en milieu rural et notamment les jeunes ruraux et les néo-ruraux*. Rapport d'étude pour l'ONPES. Prémian: ARIAC, 89 p.
https://www.researchgate.net/publication/365201498_L%27invisibilite_sociale_publics_et_mecanismes_les_pauvres_en_milieu_rural_et_notamment_les_jeunes_ruraux_et_les_neo-ruraux_pauvres
- Vicard, Augustin, 2024. *Les discriminations vécues par les jeunes, Fiches repères*,
https://injep.fr/wp-content/uploads/2024/02/FR_2024-02_discriminations.pdf
- Vie Publique, 2022. *Accès aux soins : rétablir l'équité territoriale face aux déserts médicaux*,
<https://www.vie-publique.fr/en-bref/284823-acces-aux-soins-quelle-equite-territoriale-face-aux-deserts-medicaux>
- Weber, Florence, 1989. *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA/Éd. EHESS.



REVUE DE PRESSE DES AJTR 2024

Les Assises en images sur territoires éducatifs 09



Teaser video



■ À la radio

Ouverture officielle des Assises avec Radio Oxygène



Interviews avec Pyrénées FM



Interviews par des jeunes avec Radio Transparence



■ Dans les médias nationaux

Intercos de France



La Gazette des communes



Alternatives économiques





ANNEXES

ANNEXE 1 : le programme des AJTR

Mercredi 12 juin 2024

16h30 : Accueil par les jeunes du Lycée professionnel de Ferrières

17h00 : Ouverture officielle. Des jeunes journalistes animeront les prises de parole en direct de 17h30 à 18h45 sur Radio Oxygène (amphithéâtre – Université de l'Ariège, bâtiment de l'ISTHIA)

18h00 : Stands (Parc)

19h00 : Visite du Pôle Jeunesse Collaboratif de l'Agglomération Foix-Varilhes (2, Bd François Mitterrand 09000 Foix)

L'Agglomération Foix-Varilhes a adopté une approche globale de la jeunesse en mettant en place un équipement collaboratif, co-construit avec les jeunes et les utilisateurs. Ce lieu agit comme un véritable carrefour citoyen, offrant un cadre structurant pour les professionnels et les jeunes, tout en étant un point de repère pour les familles. Il se positionne comme une «Fabrique» d'initiatives et de projets, favorisant l'accès à la culture par la pratique, et sert de ressource pour les jeunes et leurs familles en accueillant diverses structures liées à la prévention, à la médiation, à l'insertion, à l'information, aux soins, à la culture et aux loisirs.

19h30 : Cocktail dînatoire

20h30 : Film « Vous êtes ici » dans le cadre du programme « Territoires en commun » de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires et l'agence Vraiment Vraiment, suivi d'un débat avec les jeunes et le centre social de la mairie de Tarascon-sur-Ariège, espace Olivier Carol (Bd, François Mitterrand 09000 Foix)

Le film « Vous êtes ici » illustre ce programme visant à promouvoir « Le droit des adolescents et des jeunes à une vie épanouie ». L'opération implique la puissance publique et ses partenaires pour proposer des solutions accessibles aux jeunes, encourageant ainsi leur engagement et leur sentiment d'appartenance à une communauté. Déployé dans quatre territoires différents (les villes l'Île-Saint-Denis (93), Rezé (44), Tarascon-sur-Ariège (09) et le XX^{ème} arrondissement de Paris (75), il a été réalisé avec le soutien de l'agence de design d'intérêt général Vraiment Vraiment, et a abouti à la publication de quatre plans d'action conçus par et pour les adolescents et les jeunes de chaque région.

Jeudi 13 juin 2024

9h30 : Plénière d'ouverture - Les Apprentis Reporters d'Oc interviewent **Maxime Duviau**, Docteur en sociologie, TREE, Université de Pau et des pays de l'Adour et **Mélanie Gambino**, enseignante-chercheuse en géographie, LISST, Université Toulouse Jean Jaurès

10h30 : 8 ateliers au choix, session n°1

10h à 14h30 : diffusion en direct sur **Pyrénées FM**

12h00 : Déjeuner et stands (Parc)

14h00 et 15h45 : 8 ateliers au choix, sessions n°2 et n°3

17h30 : Synthèse décalée de la journée par Philippe Sahuc, sociologue, EFTS, ENSFEA

17h45 : Stands (Parc) - **Apéro musical** avec les jeunes des « Navires écritures vivantes » accompagné par le trio Pablormix - jeux en bois par l'association « Place Aux Jeunes » et **Graine de Roulotte** (vente de boissons).

À partir de 20h30 : Soirée « Jeunes » session de jeux de société par Les comtes de Foix



Vendredi 14 juin 2024

9h15 : 8 ateliers au choix, session n°4

11h00 : Rencontres, animations et échanges autour d'initiatives pendant la préparation de la restitution par les animateurs et animatrices d'ateliers

11h à 14h : diffusion en direct sur **Radio Transparence**

14h00 : Plénière de restitution dynamique des ateliers - Facilitation graphique avec Marion Riera, par le Lab'O de la préfecture de région

15h30-16h30 : Ouverture vers la suite des Assises avec des *jeunes journalistes de Foix, des jeunes de Dordogne*, **Laurence Barthe**, enseignante-chercheure en géographie, aménagement et urbanisme, LISST, Université Toulouse Jean Jaurès, **Véronique Bordes**, enseignante-chercheure en sciences de l'éducation, EFTS, Université Toulouse Jean Jaurès, **Mélanie Jacquemin**, chargée de recherche en sociologie à l'IRD, LPED et LISST, Université Toulouse Jean Jaurès.



ANNEXE 2 : stands et animations lors des AJTR

- Point Accueil Écoute Jeunes
- Maison des Adolescents Ariège
- KPSENS
- Mission Locale Ariège
- ADRET Europe Direct
- Info Jeunes Ariège et Occitanie
- Grottes & Archéologies
- Fauconfasse
- Projet Dyonisos
- Campus des Métiers et des Qualifications du Tourisme Pyrénéen
- Insite
- Caméra au Poing
- Agoractive
- Librairie le Cachalot
- Graine de Roulotte
- Navire Écritures Vivantes
- Junior Association futsal de Saverdun
- Place aux Jeunes de Pamiers
- Nino, jeune artiste géorgienne
- Service jeunesse de Tarascon
- Conseil Économique Social et Environnemental de l'Ariège
- Cyril Cibert, maire de Chenevelles, président de l'AMRF de Vienne
- École ETRE de Fauconfasse
- Association Résonance
- Atelier d'écriture créative

Liens vers des initiatives :

[AJIR 09 Outils pour des pépinières d'initiatives en milieu rural](#)

[PIA 09 Co-construire des politiques publiques avec les jeunes](#)

[Podcast KPSens - Alimentation et agriculture](#)

<https://ariege.fr/mon-departement/cesea/les-ateliers-du-cesea-les-jeunesse-ariegeoises/>

Et retrouvez des liens vers d'autres initiatives ici : <https://ajtrfoix2024.sciencesconf.org/resource/page/id/8>

ANNEXE 3 : pilotes et financeurs

■ État - Direction de région académique à la Jeunesse à l'Engagement et aux Sports d'Occitanie (DRAJES) - Services départementaux Ariège, Lot, Dordogne, Aveyron (SDJES) Préfecture et services de l'État en région Occitanie – Lab'O



■ Conseil régional d'Occitanie



■ Conseil départemental de l'Ariège



■ Agglo Foix-Varilhes



■ Caf de l'Ariège



■ MSA Pyrénées Nord



■ MSA Pyrénées Sud

■ Université Toulouse Jean Jaurès



■ Centre Universitaire de l'Ariège



■ Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés Territoires – Dynamiques Rurales et Centre d'anthropologie sociale



■ Université rurale Quercy Rouergue



■ Association KPSENS



ANNEXE 4 : comité technique et scientifique

- **Barès Florian** – Coordinateur de recherche-action, Université Rurale Quercy Rouergue.
- **Chiron-Delbecq Aurore** – Chargée de mission jeunesse et vie associative, KPSENS.
- **Dal Colletto Patricia** – Gestionnaire, Centre Universitaire de l'Ariège.
- **Defrance Guillaume** – Conseiller Jeunesse et Education Populaire, Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports du Lot.
- **Desmesure Olivier** – Conseiller Technique et Pédagogique Supérieur, chargé des politiques publiques de jeunesse, référent départemental du service civique, Service départemental à la jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de Dordogne.
- **Gambino Mélanie** - Enseignante-chercheuse en géographie, LISST, Université Toulouse Jean Jaurès.
- **Jacquemin Mélanie** - Chargée de recherche en sociologie à l'IRD, LPED & LISST, Université Toulouse Jean Jaurès.
- **Jorge Laure** – Direction de la Culture, du Sport, de l'Éducation et du Patrimoine, Conseil départemental de l'Ariège.
- **Martins Mathieu** - Direction de la Culture, du Sport, de l'Éducation et du Patrimoine, Conseil départemental de l'Ariège.
- **Ramat Simon** – Conseiller Technique et Pédagogique Supérieur, référent engagement et citoyenneté, Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de l'Aveyron.
- **Sené Catherine** – Conseillère Jeunesse et Education Populaire, Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de l'Ariège.
- **Suau Antoni** – Stagiaire de Master 2 « Gestion des Territoires et Développement Local », Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de l'Ariège.

Pour suivre en ligne les informations de la région académique Occitanie :

[https://x.com/RA Occitanie](https://x.com/RA_Occitanie)

<https://www.linkedin.com/company/région-académique-occitanie/>



Carole DRUCKER-GODARD
Rectrice de la région académique
Occitanie
Rectrice de l'académie de
Montpellier
Chancelière des universités

Région académique Occitanie
31, rue de l'Université
CS 39004
34064 Montpellier cedex 2
Tél : 04 67 91 47 00

Création et réalisation
Brigitte Boisier
DRAJES Occitanie
Date de publication :
10/2025


**RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*